



**CLUB ASIE
RÉSEAU AEGE**

NUMÉRO 2 – JANVIER 2025



Newsletter

Page 3

L'edito du coordo

Page 4

L'Actu en une photo

Page 5

Le chiffre du mois / A ne pas manquer

Page 6

Le fil rouge - Corée du Sud : une démocratie à l'épreuve d'une crise sans précédent

Page 8

Géopolitique - Pyongyang, nouvel acteur clé du désordre mondial ?

Page 9

Politique intérieure :

Guerre civile au Myanmar

Philippines : crise politique sous fond de guerre de clans

Page 11

Diplomatie - La France en Asie-Pacifique

Page 12

Économie - L'impact des catastrophes naturelles en Asie

Page 13

Société - Apparition du virus HMPV en Chine

Page 14

L'interview "EGE x V.I.E."

Page 15

BONUS - 新年快乐

Bonjour à tous,

En cette première newsletter du mois de janvier, le club Asie-Pacifique de l'AEGE tient avant tout à adresser ses meilleurs vœux pour l'année 2025 à tous ses lecteurs !

Hasard du calendrier, ce numéro sort à l'entame des célébrations du Nouvel An lunaire (aussi appelé Nouvel An chinois) qui est fêté dans plusieurs pays d'Asie-Pacifique tels que la Chine, le Vietnam, la Malaisie, Singapour ou encore la Corée du Sud... pays couverts par la newsletter du club et que nous retrouverons une fois de plus dans cette édition.

Si vous n'avez pas bien suivi l'actualité asiatique de ce dernier mois, pas de panique, ce numéro vous servira de session de rattrapage ! Loi martiale en Corée du Sud, guerre civile au Myanmar, guerre de clans aux Philippines, virus HMPV ou encore impact financier des catastrophes naturelles... chacun devrait y trouver son compte.

Ne manquez pas également notre nouvelle rubrique « Interview VIE/VIA » en fin d'édition. Cette page reviendra chaque mois afin de présenter le parcours d'un ancien de l'École de Guerre Économique parti en Volontariat International en Entreprise (VIE) ou Administration (VIA) en Asie-Pacifique. Ce mois-ci, Borin Pin nous livrera son retour d'expérience sur son VIA effectué à Hanoï et partagera quelques conseils à nos lecteurs !

Enfin, le mois de février marquera le lancement du podcast du club Asie intitulé « PodcAsIE », le podcast sur l'IE en Asie. Pour notre premier épisode, en collaboration avec le Club Industrie de l'AEGE, c'est le thème de l'énergie sera à l'honneur. En effet, Monsieur Hervé Machenaud, ancien directeur de la branche Asie-Pacifique du groupe EDF (2002-2016) nous fera le plaisir de venir partager ses réflexions sur les enjeux énergétiques en Asie et sur le rôle d'un groupe industriel français dans la zone.

Bonne lecture !

**Quentin LEYS, coordinateur
du Club Asie-Pacifique
de l'AEGE 2024-2025**



Source KCNA (agence central de presse coréenne)



Le 6 janvier 2025, Kim Jong-Un a assisté au lancement d'un missile hypersonique. Il s'agit du premier tir de missile par la Corée du Nord en 2025, qui s'est déroulé en parallèle d'une visite du secrétaire américain, Anthony Blinken, en Corée du Sud. Les derniers tirs du même type avaient eu lieu le 6 novembre, quelques heures avant l'élection présidentielle aux Etats- Unis.

Il faut souligner qu'un missile est qualifié d'hypersonique lorsqu'il peut atteindre plus de 6 000 km/h, soit cinq fois la vitesse du son. Ces armes sont une avancée majeure, car leur vitesse extrême, leur manœuvrabilité et leur faible visibilité radar les rendent presque impossibles à intercepter avec les défenses actuelles. Elles peuvent frapper rapidement des cibles critiques, tout en échappant aux systèmes de détection classiques.

Dans ce contexte, Kim Jong-Un a déclaré que "le monde ne peut pas ignorer" la performance de ce missile, estimant qu'il était en mesure de "porter un coup militaire sérieux à un rival en brisant efficacement toute barrière de défense". Cette démonstration de force illustre la volonté de la Corée du Nord de s'imposer comme un acteur incontournable sur l'échiquier géopolitique, tout en exacerbant les tensions dans une région déjà marquée par une forte instabilité sécuritaire.

126

C'est le nombre de personnes décédées à la suite d'un puissant tremblement de terre au Tibet. Ce séisme de magnitude 7.1, survenu à une profondeur de 10 km, a été ressenti jusqu'à certaines régions en Inde. Les autorités rapportent un bilan lourd: plus de 3 600 bâtiments effondrés, 126 morts, plus de 30 000 personnes déplacées et à reloger, ainsi que la mobilisation de plus de 14 000 secouristes. Tout cela se déroulant dans des conditions climatiques extrêmes, avec des températures chutant jusqu'à -16°C en soirée

Le bilan humain ne cesse de s'alourdir dans cette région autonome chinoise qui ne compte que 60 000 habitants. Ce tremblement de terre marque une secousse tristement historique pour la région, la dernière de cette ampleur remontant au séisme dévastateur de 2015 au Népal, qui avait causé des milliers de morts.



XINHUA / Jigme Dorje Crédits : EPA

À NE PAS MANQUER

Démission du 1er ministre Kirghiz

Le Premier ministre Kirghiz, Akylbel Japarov, a démissionné le 16 décembre 2024. Ses trois ans de mandat ont été marqués par des réformes notables, notamment sur le plan fiscal, visant à lutter contre l'économie souterraine mais qui ont suscité des critiques des chefs d'entreprise. Son bilan s'accompagne également d'accusations de corruption au sein du Service des impôts de l'Etat (STS) qui restent toutefois à prouver. L'administration du président Sadyr Japarov (aucun lien avec le Premier ministre) a officiellement confirmé cette décision. Akylbel Japarov aurait rédigé sa lettre de démission de son plein gré, il n'a cependant pas expliqué les raisons de sa décision.



bulak.kg

Chloé CHAUVINEAU,
Louis-Marie DUPONT

Corée du sud : une démocratie à l'épreuve d'une crise sans précédent



Créateur : PHILIP FONG Crédits : AFP Droits d'auteur : AFP or licensors

La crise politique en Corée du Sud atteint un tournant dramatique avec l'arrestation du président déchu Yoon Suk Yeol, suspendu de ses fonctions et visé par des accusations de « rébellion ». Entre tensions sociales, polarisation politique et institutions fragiles, le pays fait face à l'une des périodes les plus troublées de son histoire récente

Le 3 décembre 2024 Yoon Suk Yeol, alors président conservateur, décrète la loi martiale sous prétexte de protéger le pays des « forces communistes nord-coréennes ». Cette décision-choc intervient après une défaite législative cuisante en avril et des mois de tensions entre l'exécutif et le Parlement dominé par l'opposition. L'instauration de la loi martiale suscite une indignation massive : manifestations de rue, blocages parlementaires et condamnations internationales. Sous pression, Yoon est contraint de lever cette mesure quelques heures après son application, mais le mal est fait. L'Assemblée nationale vote sa destitution le 14 décembre.

Une arrestation spectaculaire

Le 15 janvier 2025, après plusieurs refus de coopérer avec les enquêteurs, Yoon Suk Yeol est arrêté dans sa résidence. Des altercations éclatent entre ses partisans, le service de sécurité présidentiel et la police. Malgré ces résistances, le président déchu est désormais en détention provisoire, accusé de « rébellion », un crime passible de la peine de mort en Corée du Sud. Yoon Suk Yeol continue de nier les accusations. Dans une déclaration, il affirme que la loi martiale était nécessaire pour « protéger la nation » et dénonce une « conspiration politique » orchestrée par ses opposants.

La société coréenne divisée et un système en question

La crise met en lumière les profondes fractures de la société sud-coréenne. La polarisation politique atteint des sommets, exacerbée par des tensions intergénérationnelles, économiques et de genre. La présidence Yoon, marquée par des controverses et un autoritarisme croissant, a creusé le fossé entre les camps conservateur et progressiste. Pour les experts, cette crise reflète les limites d'un système politique où le président détient des pouvoirs excessifs. Selon le sociologue Cho Hyung-keun, « cette situation est le symptôme d'un système social et politique incapable de répondre aux aspirations d'une société pluraliste ».

Corée du sud : une démocratie à l'épreuve d'une crise sans précédent



Un procès historique

La Cour constitutionnelle a ouvert, le 16 janvier, le procès de Yoon Suk Yeol. Si la destitution est confirmée, une élection présidentielle anticipée devra être organisée dans les 60 jours. Dans le cas contraire, Yoon retrouvera ses fonctions, mais avec une légitimité fortement entamée.

Quelles perspectives pour la démocratie sud-coréenne ?

La Corée du Sud traverse une période cruciale de son histoire démocratique. L'arrestation d'un président en exercice est sans précédent et pose des questions sur l'équilibre des pouvoirs dans le pays. Si cette crise témoigne de la résilience des institutions démocratiques face à l'autoritarisme, elle souligne aussi la nécessité de réformes structurelles pour éviter de futures dérives. Les prochains mois seront déterminants pour restaurer la confiance des citoyens dans leurs dirigeants et redéfinir les fondements du système politique sud-coréen.

À suivre : Le verdict de la Cour constitutionnelle, attendu d'ici juin 2025, décidera de l'avenir politique de Yoon Suk Yeol et de la trajectoire de la démocratie sud-coréenne.

Louis EHR

Pyongyang, nouvel acteur clé du désordre mondial ?



Bjørn Christian Tørrissen

L'Ukraine a récemment publié des images des premiers soldats nord-coréens faits prisonniers dans la région de Kursk, au Nord-Est du pays. Blessés et visiblement désorientés, ces hommes affirment avoir été envoyés sous prétexte de simples exercices militaires, ignorant leur implication dans le conflit. Ces captures, confirmées par les services de renseignement sud-coréens, mettent en lumière l'envoi de milliers de soldats nord-coréens pour soutenir l'armée russe.

Selon Séoul, plus de 300 Nord-Coréens ont déjà trouvé la mort sur le champ de bataille, et 2 700 ont été blessés. Des consignes drastiques, dont celle de se suicider en cas de capture, leur auraient été données par Pyongyang. De faux documents, les présentant comme originaires de Touva, en Sibérie, ont été retrouvés sur certains d'entre eux. Alors que Kiev envisage des échanges de prisonniers, leur retour en Corée du Nord pourrait s'avérer périlleux : le régime de Kim Jong-un, qui nie toute implication dans le conflit, est connu pour ses sanctions brutales envers les soldats capturés.

Ce développement intervient alors que la Corée du Nord continue de provoquer la communauté internationale. Le 14 janvier, Pyongyang a lancé plusieurs missiles balistiques à courte portée vers la mer de l'Est, quelques jours après avoir affirmé avoir testé un nouveau missile hypersonique. Ces tirs, dénoncés par Séoul et Washington comme des violations des résolutions de l'ONU, viseraient à accroître la pression avant le début du second mandat de Donald Trump. Depuis 2022, la Corée du Nord a gravé dans sa Constitution son statut de puissance nucléaire, renforçant son arsenal interdit par l'ONU. L'administration Biden a exprimé ses craintes quant à une éventuelle reconnaissance par Moscou de la Corée du Nord comme puissance nucléaire, un acte qui pourrait bouleverser l'équilibre stratégique dans la région et miner les efforts internationaux de dénucléarisation. Pendant ce temps, Pyongyang et Moscou intensifient leur coopération militaire, notamment sur les technologies spatiales, alimentant les tensions globales.

Joseph TEDESCHI

La guerre civile au Myanmar

Depuis le coup d'État militaire de février 2021, le Myanmar est plongé dans une guerre civile brutale, opposant la junte au pouvoir à une résistance hétérogène composée de groupes armés ethniques et de forces civiles organisées. Ce conflit, marqué par des violences extrêmes, a causé des milliers de morts et déplacé plus de 1,5 million de personnes, selon les estimations des organisations humanitaires. Les exactions de la junte, notamment les bombardements indiscriminés et les exécutions sommaires, ont attiré de vives condamnations et sanctions internationales. Les tensions se sont récemment intensifiées suite à des frappes aériennes menées par l'armée birmane dans l'État de Rakhine. Selon des estimations, l'attaque aurait tué au moins 12 personnes et détruit près de 500 maisons, exacerbant encore la crise humanitaire et déplaçant des milliers de civils.



Aung Shine Oo/AP/SIPA

Louis-Marie DUPONT

Crise politique aux Philippines : un pays divisé entre deux clans



En 2025, les Philippines sont en proie à une lutte de pouvoir entre les clans Marcos et Duterte, deux camps politiques qui dominent la vie politique de l'archipel. Cette querelle, incarnée par le président Ferdinand Marcos Jr. et la vice-présidente Sara Duterte, a atteint un niveau de tension sans précédent, mettant en péril la stabilité du pays.

Les accusations de corruption et de complot portées contre Sara Duterte sont au cœur de la crise. En décembre 2024, plusieurs plaintes en destitution ont été déposées contre la vice-présidente, notamment pour le détournement présumé de fonds publics. La situation a dégénéré lorsque Duterte a publiquement menacé de mort le président Marcos Jr., aggravant la fracture entre les deux clans. Cette rivalité se déroule sur fond de tensions historiques entre deux familles qui avaient pourtant uni leurs forces lors des élections de 2022 pour remporter le scrutin.

La crise politique est exacerbée par la mobilisation massive de soutiens. Plus d'un million de membres de l'Iglesia ni Cristo, considérée comme une secte influente, se sont rassemblés à Manille pour protester contre les tentatives de destitution de Sara Duterte. Cette démonstration de force souligne les divisions profondes dans la société philippine, où les affiliations politiques sont souvent dictées par des allégeances claniques ou religieuses.

Les conséquences de cette crise pourraient être majeures. Les élections de mi-mandat, prévues en mai 2025, se dessinent comme un test pour la stabilité du gouvernement. Le résultat de ce scrutin pourrait redéfinir les équilibres de pouvoir au sein de l'archipel, notamment si les partisans de Duterte gagnent du terrain. Toutefois, une défaite de Sara Duterte pourrait conduire à une intensification des affrontements politiques et à une nouvelle phase de déstabilisation. La crise actuelle risque de distraire les dirigeants des besoins urgents de la population et de saper encore davantage la confiance envers les institutions démocratiques philippines.

Le pays continue par ailleurs de faire face à des défis colossaux, notamment les conséquences des catastrophes naturelles récentes et les réclamations de justice venant des familles de victimes de la lutte antidrogue.

Noah LEROY-LIBERGE

La France en Asie-Pacifique

Dénouement pour Serge Atlaoui

Serge Atlaoui, un citoyen français, avait été condamné en 2005 à la réclusion à perpétuité en Indonésie, accusé d'avoir dirigé une usine de production d'ecstasy, puis condamné à mort en 2007. Son exécution, initialement prévue pour 2015, avait été suspendue grâce à un sursis temporaire obtenue sous la pression de Paris. Après de longues années de négociations, Yusril Ihza Mahendra, ministre indonésien en charge des Affaires juridiques et des Droits humain a annoncé ce vendredi 24 janvier que Serge Atlaoui allait être transféré en France.



Serge Atlaoui en Avril 2015, BEAWIHARTA / REUTERS

Lutte anti-drogue

Du 2 au 5 décembre 2023, l'ambassade de France en Thaïlande a organisé un séminaire régional à Bangkok sur la coopération internationale contre le trafic de drogues visant à renforcer les échanges entre les acteurs de la lutte anti-drogue en Asie du Sud-Est. Intitulé «Asie-Pacifique : Vers de nouvelles routes du trafic de drogues ?», il a réuni policiers, enquêteurs, magistrats, responsables politiques et agences de l'ONU pour discuter des tendances actuelles du trafic et élaborer des stratégies collaboratives. L'accent a été mis sur la coopération opérationnelle et le renseignement pour contrer l'évolution du trafic transnational dans la région.

Assassinat d'un politique franco-cambodgien en Thaïlande

Deux semaines après l'assassinat par balles de l'ancien député franco-khmer d'opposition Lim Kimya à Bangkok, Paris a fermement condamné, jeudi 9 janvier, le meurtre de ce ressortissant français et membre de l'opposition cambodgienne, élu au Cambodge en 2013. Le porte-parole du Quai d'Orsay, Christophe Lemoine, a déclaré que la France « suivra avec attention l'enquête menée par les autorités thaïlandaises afin de faire toute la lumière sur les faits ».

Antoine ORIOL

Le coût des catastrophes naturelles en Asie en 2024



Yueyang lors des inondations de juillet 2024, dans la province du Hunan. CNS/AFP

Le mois de janvier est traditionnellement synonyme de résolutions. Pour prendre de bonnes résolutions et s'y tenir, établir un bilan est un passage obligé. Prêtons-nous à l'exercice, sur un sujet peu traité dans notre newsletter : le climat et son impact sur les économies des pays asiatiques. Plusieurs organismes de recherche sur les questions climatiques dans le monde ont cherché à répondre à la question suivante : quel est le coût des catastrophes naturelles ?

Il est démontré que les dix plus grandes catastrophes naturelles dans le monde ont causé des pertes de 200 milliards de dollars en 2024. Le continent asiatique n'ayant pas été épargné.

Le typhon Yagi, qui a dévasté le Vietnam, en septembre 2024, a causé la mort d'au moins 233 personnes, touchant des zones côtières et montagneuses. On considère les pertes allant de 1 à 1,5 % du PIB vietnamien. En Chine, des inondations ont ravagé la province du Hunan en juillet 2024, provoquant l'évacuation de 242 000 personnes. Le coût des événements n'a pas encore été arrêté. Ces événements ont contraint les autorités locales à déclarer le niveau d'urgence « wartime ». En lien avec le gouvernement central chinois, ce sont 100 millions de dollars qui ont été débloqués pour venir en aide aux populations et reconstruire ce qui a été détruit.

Au fond, c'est donc dans les fondations de l'intelligence économique que les Etats asiatiques vont devoir puiser pour mieux appréhender ces événements naturels. L'anticipation d'abord, en considérant les risques naturels, leurs occurrences et la prévision des dégâts qu'ils peuvent provoquer. La planification ensuite, en considérant les protagonistes à convoquer et à réunir pour reconstruire les villes détruites. L'action et la coopération enfin, en mobilisant des ressources humaines, matérielles et financières, pour sauver et secourir. Il faudra ensuite mener de vastes projets de reconstructions civiles, qui vont donner du travail à de nombreuses entreprises.

Il sera intéressant de suivre les méthodes des pays asiatiques pour faire face à ces événements, dont l'ampleur a tendance à s'accroître au fur et à mesure des années.

Loïc LE BIDEAU

L'augmentation des cas de HMPV en Chine, les prémices d'une nouvelle pandémie ?

La hausse des cas de métapneumovirus humain dans le nord de la Chine, relayée sur les réseaux sociaux, suscite la crainte d'une nouvelle pandémie mondiale.

Qu'est-ce que le métapneumovirus humain ?

Le métapneumovirus humain (HMPV) est un virus responsable du rhume. Ce virus se propage parmi les humains depuis plusieurs décennies et est présent dans tous les pays du monde. Le degré de la maladie dépend de nombreux facteurs, notamment de l'état de santé général. En effet, les nourrissons, les personnes âgées et celles ayant des problèmes de santé tels que l'immunosuppression ou l'asthme présentent un risque plus élevé de maladie grave. Par ailleurs, les virus évoluant, leur gravité peut varier mais l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) travaille avec des experts mondiaux pour surveiller ces changements et informer les populations en cas d'aggravation notable.

La désinformation sur les réseaux sociaux

Depuis la fin de 2024, le Centre de Contrôle des Maladies (CDC) chinois a constaté, dans le nord du pays, une augmentation de personnes ayant contracté ce virus. Les réseaux sociaux se sont immédiatement emparés de la nouvelle et les informations relayées depuis les plateformes dépeignent une situation catastrophique. Sur Tiktok, des contenus montrent des hôpitaux surchargés, de nombreux patients perfusés ou une foule de personnes portant toutes des masques qui attendent devant un hôpital pédiatrique de Pékin. Visionnées des centaines de milliers de fois, ils sont également souvent accompagnés de titres alarmistes tels que « HMPV est le nouveau Covid ». Or, ces images et vidéos, datent pour la plupart de 2022 et 2023, la Chine ayant mis du temps à se remettre de la pandémie de Covid-19 et ayant connu une hausse des cas de maladies respiratoires durant l'hiver 2023.

Une situation finalement loin d'être anormale

Face à l'intérêt croissant des médias pour ce sujet ainsi qu'au mouvement de panique naissant sur les réseaux sociaux, l'OMS a publié un communiqué le 7 janvier 2025. Elle a affirmé que, selon les informations fournies par le CDC chinois, il y a bel et bien eu « une augmentation d'un certain nombre d'infections respiratoires courantes dans le pays » normal pour la saison hivernale et que cette hausse comprend plusieurs virus autres que le HMPV. De plus, Pékin déclare « le taux d'utilisation des hôpitaux est actuellement inférieur à celui de l'année dernière à la même époque, qu'aucune déclaration d'urgence n'a été faite et qu'aucune mesure n'a été prise ». Enfin, l'augmentation des cas de HMPV ne se constate pas uniquement en Chine. Les Etats-Unis, l'Inde et le Royaume-Uni ont également fait un signalement en ce sens à l'OMS tout en précisant que cette maladie reste à des niveaux « pré-pandémiques » et « ne constitue pas un motif d'inquiétude ».

Si, à l'heure actuelle, plusieurs pays du monde reconnaissent une hausse généralisée des cas de maladies respiratoires dont le HMPV, les publications qui circulent sur les réseaux sociaux sont trompeuses et la situation loin d'être inquiétante.

Laure Michelot

Borin PIN, SIE 14 (2010-2011)

Borin, ingénieur de formation et diplômé de l'EGE, s'est spécialisé depuis plus de quinze ans dans des projets d'aide au développement en Asie du Sud-Est, il travaille actuellement à l'Agence Française de Développement (AFD). Président du Club VIE Cambodge de 2015 à 2019, il a effectué un VIA à Hanoï au service économique de l'Ambassade de France au Vietnam, où il a travaillé sur des financements de projets de développement, de l'analyse sectorielle et sur le soutien aux intérêts économiques français sur des grands projets et des grands contrats.. Sa double compétence technique et analytique, renforcée par sa formation à l'EGE, lui a permis de mieux comprendre et vulgariser des concepts complexes déjà abordés lors de son cursus. Cette approche l'a profondément enrichi, tant sur le plan professionnel que personnel, il a accepté de répondre à nos questions :

Quelles compétences sont essentielles pour un VIE/VIA en Asie ?

En plus des compétences métiers, il me semble crucial d'avoir une grande capacité d'adaptation et de développer un véritable intérêt pour les cultures locales. Une première immersion sur place à travers un stage par exemple, l'apprentissage de la langue et des enjeux locaux sont des atouts précieux. Ne pas hésiter à lire des auteurs et analystes de la région pour développer cette connaissance pays et varier les points de vue.

Quels défis culturels as-tu rencontrés ?

Les différences dans les approches de travail peuvent être un défi, mais l'expérience passée en Asie, notamment au Cambodge, a facilité mon adaptation. La façon d'aborder des sujets sociétaux peut aussi varier selon les pays. Il ne faut pas forcément transposer nos grilles de lecture françaises ; nous sommes dans des pays qui ont une histoire et une géographie très différente de la nôtre. Ne pas oublier que nous sommes chez eux.

Quels sont les enjeux dans ta région ?

C'est une région qui est passionnante car elle cumule plusieurs enjeux globaux : elle continue de prendre de l'importance dans le commerce et les chaînes de valeurs internationales ; on parle de pays qui ont connu un important développement ces dernières décennies, et la région est vulnérable à des risques à la fois géopolitiques et climatiques.

Quel impact a eu ton VIE/VIA sur ta carrière ?

Le VIA a été un véritable tremplin. Il m'a clairement aidé à trouver un poste chez mon employeur actuel. Aussi ces deux années au Vietnam m'ont permis de confirmer mon choix de construire la suite de ma carrière dans cette région.

Des ressources pour préparer un VIE/VIA ?

Chaque expérience de VIE/VIA est unique. Il ne faut pas hésiter à échanger avec des membres des Clubs VIE sur leurs expériences professionnelles et pays. Je sais que les profils EGE plaisent, il y en a d'ailleurs plusieurs actuellement dans la région.

propos recueillis par Anastasie ROBUCHON-LEE



Photo de groupe prise à l'occasion du Challenge de Noël de l'AEGE

Le club Asie-Pacifique de l'AEGE souhaite à tous ses lecteurs une bonne année 2025, ainsi qu'un joyeux Nouvel An chinois qui sera placé sous le signe du Serpent de bois !

